

## QUI SOMMES-NOUS ?



### Portrait de Cities Alliance

Cities Alliance (l'Alliance des Villes) rassemble une coalition de villes du monde entier et de partenaires de développement, engagés dans la lutte contre la pauvreté et visant la transposition à plus large échelle des expériences urbaines réussies. Les villes ont démontré leur rôle bénéfique dans la lutte contre la pauvreté comme moteur de croissance économique. En soutenant les impacts positifs de l'urbanisation, l'Alliance appuie la transmission des connaissances entre des villes de toutes tailles, mais aussi entre celles-ci, les gouvernements, les agences internationales de développement et les institutions financières.

### Les membres de l'Alliance

L'Alliance rassemble des partenaires toujours plus nombreux et comprend actuellement :

- Des autorités locales, représentées par l'Union des villes et des gouvernements locaux et Metropolis.
- Des gouvernements : Afrique du Sud, Allemagne, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Éthiopie, France, Italie, Japon, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Royaume-Uni et Suède.
- La Banque asiatique de développement (ADB), l'Union européenne, le Programme des Nations unies pour l'environnement, ONU Habitat et la Banque mondiale.

### La structure de l'Alliance

La structure de gouvernance et d'organisation de Cities Alliance, établie conformément à sa Charte, comprend :

- **Le Groupe consultatif** - Conseil d'administration de l'Alliance en charge de la définition de la stratégie à long terme de l'Alliance ; il approuve le programme de travail et le budget annuels et examine les rapports d'activité.
- **Le Conseil consultatif** - composé d'éminents experts en questions urbaines de chaque région qui appuient le Groupe consultatif dans la définition des orientations stratégiques et l'analyse des questions régionales et soutiennent la mise en œuvre des activités de l'Alliance.
- **Le Secrétariat** - abrité au siège de la Banque mondiale à Washington DC, il s'acquitte de la mission confiée à l'Alliance et gère ses opérations.

## NOS ACTIVITÉS



### Que fait Cities Alliance ?

Cities Alliance appuie par des dons complémentaires :

- **Les Stratégies de développement des villes** (SDV) englobant le processus par lequel les acteurs locaux définissent un projet pour leur ville, analysent ses objectifs de croissance économique, de réduction de la pauvreté et environnementaux et établissent des priorités claires en termes d'actions et d'investissements.
- Conformément au plan d'action de l'Alliance, **Villes sans bidonvilles** (Cible ODM n°11), notamment par la sécurité d'occupation des logements, l'accès au financement et des politiques aidant les villes à empêcher l'apparition de nouveaux quartiers précaires.

Ces deux types d'activités requièrent des **stratégies de financement durables** pour que les villes soient en mesure d'attirer les investissements à long terme nécessaires pour rénover les infrastructures, améliorer la fiabilité des services et établir des sources de revenus stables permettant de lever plus efficacement des capitaux intérieurs. Les stratégies de développement des villes et les programmes de rénovation des bidonvilles sont souvent menées simultanément.

Cities Alliance anime aussi un réseau de diffusion des connaissances, qui s'appuie sur les réseaux de villes, les organisations de populations pauvres dans les villes, les universités et d'autres partenaires. Il rassemble et transmet l'expérience acquise par les partenaires des villes sur les moyens de lutte contre la pauvreté urbaine tout en améliorant la qualité et l'impact de la coopération dédiée au développement urbain. Les objectifs stratégiques d'ensemble de l'Alliance visent à établir un engagement politique et une vision commune sur les stratégies de développement et de rénovation à grande échelle des villes, à diffuser et partager les connaissances sur les bonnes pratiques et à servir de catalyseur d'action dans les villes et les pays.

### Les ressources de Cities Alliance

Cities Alliance gère un mécanisme de financement par dons dits de «Fonds à usage restreint» destiné à encourager l'innovation et servant ses objectifs stratégiques. Les dons, d'un montant de 40 000 à 500 000 dollars maximum, viennent appuyer des stratégies participatives et complètes de développement des villes et des projets d'amélioration des quartiers de bidonvilles à l'échelle des villes et des pays. Ils soutiennent en priorité des villes déjà engagées avec leurs partenaires dans un programme complet de développement urbain et d'amélioration des quartiers précaires. L'Alliance gère aussi des «Fonds librement utilisables» qui s'adressent généralement à des activités, pays ou régions spécifiques et ciblés, comme l'Afrique.

## COMMENT BÉNÉFICIER D'UN DON DE CITIES ALLIANCE ?



Les candidatures à un don de Cities Alliance proviennent le plus souvent des collectivités locales. Elles doivent cependant être cautionnées par le gouvernement du pays bénéficiaire et être parrainées par au moins un membre de l'Alliance. Les parrains participent généralement via un cofinancement à l'activité proposée et sont invités à contribuer à la conception et à l'appui des dossiers de candidature. Les gouvernements nationaux peuvent aussi être candidats, en particulier pour soutenir des activités à l'échelle du pays.

Les dons de Cities Alliance sont, dès que possible, gérés directement par l'autorité locale (ou nationale). Les organisations de la société civile peuvent également être appelées à participer à la gestion des dons et, si cela s'avère nécessaire, les membres de l'Alliance peuvent aussi y avoir recours.

Les pays éligibles à l'aide de Cities Alliance sont ceux qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'aide du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

### Comment faire une demande d'aide ?

La démarche à suivre pour obtenir un financement par don de Cities Alliance est claire et progressive. Première étape :

- Prendre connaissance des directives relatives au dépôt des candidatures sur le site Internet (<http://www.citiesalliance.org>).
- Identifier au moins un parrainage Cities Alliance, conformément aux directives de candidature. Les candidatures appuyées par plusieurs parrainages sont particulièrement bien placées.
- Veiller au respect des conditions d'éligibilité et des critères de sélection de Cities Alliance.
- Contacter si nécessaire le Secrétariat de Cities Alliance pour obtenir de l'aide.

Le Secrétariat de Cities Alliance **n'assure pas** l'exécution des activités financées, préférant recourir aux compétences des membres de l'Alliance. Les projets mis en œuvre dans les pays sont gérés par les villes, les services opérationnels régionaux des membres de Cities Alliance, d'autres institutions multilatérales et bilatérales et par des programmes de partenariat, à l'échelle mondiale ou régionale.

### Les critères d'évaluation des candidatures

Les candidatures à l'obtention d'un don soumises à Cities Alliance sont évaluées en fonction des dix critères suivants :

- **Ciblage de l'objectif** : la mesure dans laquelle le projet est axé sur les pauvres, ainsi que la possibilité de transposition à plus large échelle de l'amélioration des bidonvilles et/ou l'appui aux stratégies de développement urbain.
- **Volonté politique et accord des pouvoirs publics** : l'approbation du gouvernement et des autorités locales doit être attestée par les documents joints au dossier.
- **Liens avec le suivi des investissements** : le degré d'implication des partenaires investisseurs dès la conception du projet et le potentiel d'augmentation ultérieure de la contribution.
- **Partenariats** : la nature participative du processus de préparation de la candidature, en concertation avec les acteurs locaux, notamment le secteur privé et les organisations communautaires.



- **Cofinancement** : la possibilité de combiner les fonds de démarrage accordés par l'Alliance avec des financements provenant d'autres sources.
- **Cohérence des efforts** : la capacité de promouvoir la coordination intersectorielle et la collaboration entre les différentes organisations impliquées.
- **Mise en œuvre à grande échelle** : la capacité à dépasser le stade des projets pilotes pour envisager des interventions à l'échelle des villes et des pays.
- **Institutionnalisation et transposition** : la définition des mécanismes mis en place permettant d'aider les municipalités et leurs associations nationales à institutionnaliser des stratégies de développement urbain et des programmes d'amélioration de l'habitat précaire à l'échelle de la ville et les moyens d'en assurer ailleurs la transposition.
- **Impact positif sur l'environnement** : les modalités prévues par le projet pour exercer des effets environnementaux positifs et significatifs, notamment sur les conditions de vie des pauvres.
- **Durée** : la volonté d'obtenir des résultats concrets dans un horizon temporel bien définis, de préférence dans un délai de 24 mois, avec un cadre d'exécution présenté de manière détaillée.

### La procédure d'évaluation après le dépôt de la candidature

L'équipe du Secrétariat, avec l'aide d'experts en stratégies de développement des villes, en réhabilitation de bidonvilles, en développement de l'économie locale et en finances urbaines, évalue les dossiers de candidature. Une première **Évaluation rapide** des demandes est réalisée par le Secrétariat qui vérifie qu'elles correspondent bien aux critères d'éligibilité de l'Alliance. Les projets retenus à l'issue de cette évaluation rapide, sont soumis à l'examen d'**experts techniques indépendants. Leurs observations** et celles de l'équipe du Secrétariat sont transmises aux candidats Elles sont accompagnées de recommandations du Secrétariat visant à approuver le projet ou à le modifier. Le **processus d'approbation** exige que les grands projets de plus de 250 000 dollars soient approuvés par le Groupe consultatif de l'Alliance. Les propositions portant sur des projets de petite taille (75 000 \$ ou moins) et de taille moyenne (entre 75 000 et 250 000 \$) peuvent être validées par le Secrétariat mais sont assujetties à une étape de coordination entre bailleurs de fonds pour assurer la cohérence des efforts des différents membres de l'Alliance. Lorsqu'une proposition a été approuvée, le Secrétariat prépare un **accord de partenariat** avec les agences d'exécution. Les activités financées par l'Alliance doivent faire l'objet de rapports d'étapes réguliers et d'un rapport final d'exécution. **Les comptes rendus d'activité** permettent à l'Alliance d'être fidèle à sa vocation de «diffuseur du savoir»et contribuent à renforcer sa mission de promotion d'une approche participative et concertée du développement urbain. L'Alliance finance un nombre croissant de petits «dons de préfiguration» pour des projets de SDV et de réhabilitation de quartiers précaires dans des villes souhaitant une aide complémentaire.

Des informations détaillées sur la procédure de candidature sont disponibles dans la rubrique «How to Work with the Cities Alliance» du site Internet de l'Alliance, ainsi que des liens vers des documents d'information en langue française.

## L'ALLIANCE DES VILLES: IMPACTS EXEMPLES



### Impacts à l'échelle mondiale

#### Villes sans bidonvilles - Cible 11 des ODM

La première opération d'importance à l'échelle mondiale de Cities Alliance, l'initiative Villes sans bidonvilles, a suscité un mouvement international décisif et a été intégrée dans le programme de développement international au titre de la Cible 11 des Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) :

«Améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des bidonvilles d'ici à 2020», comme le propose l'initiative Villes sans bidonvilles.

Cette cible a été renforcée par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2005 pour inclure des offres alternatives réservées aux pauvres en milieu urbain en vue d'empêcher la formation de nouveaux bidonvilles.

Le plan d'action de Villes sans bidonvilles a permis d'établir un consensus et de mobiliser des appuis. Seul défi international de développement consacré aux villes, cette promesse a été entendue par les habitants des bidonvilles du monde entier et par les autorités locales et nationales de toutes les régions. La vision qui anime Villes sans bidonvilles a permis de lancer des programmes d'amélioration dans beaucoup de villes et de pays, comme l'illustrent les paragraphes ci-dessous.

#### Libérer le potentiel des villes

Cities Alliance s'attaque directement à l'un des plus épineux problèmes de la politique urbaine, l'impact de l'urbanisation. L'un des lieux communs les moins contestés depuis des années, véhiculé par un grand nombre d'agences de développement internationales et de gouvernements, a consisté à soutenir que l'urbanisation était le pire des maux du développement et qu'elle devait être découragée, voire stoppée. Il en est résulté une certaine vacuité des politiques dans bien des pays et, à tout le moins, une défaillance des planifications qui a laissé le champ libre à la plupart des bidonvilles dans le monde entier. En s'attaquant à ce problème, tout particulièrement en Afrique – aujourd'hui le continent le moins urbanisé mais celui s'urbanisant le plus rapidement – l'Alliance a lancé un défi tant aux avocats qu'aux procureurs du développement urbain en les priant de reconsidérer le potentiel de contribution des villes au développement national. La réponse est claire : plutôt que de consacrer du temps au débat sur la contribution des villes, il est temps de rassembler toutes les énergies pour faire en sorte qu'elles puissent libérer tout leur potentiel.

### Impacts nationaux

Les villes du **Brésil** sont admirées pour leurs réformes urbaines novatrices. L'Alliance a appuyé de nouvelles stratégies de régularisation foncière à São Paulo, ensuite transposées en programme national sous la houlette du ministère des Villes. Des approches intégrées de rénovation de bidonvilles entreprises à Alagados (État de Bahia), avec l'appui de Cities Alliance (par le biais d'aides financières italiennes principalement), ont été transposées dans tout le pays grâce à des financements locaux, nationaux et internationaux. Le ministère des Villes du Brésil, autre bénéficiaire de financements par dons, est la cheville ouvrière de ce processus de transposition et prépare une politique urbaine nationale. Il a créé un Conseil national des villes assurant une large base participative à un système d'ampleur nationale conçu pour contribuer au développement de stratégies durables de financement en faveur du logement social.

**République des Philippines.** Les stratégies de développement des villes, stimulées par la dynamique Ligue des villes, ont été mises en

place dans des villes de toutes tailles partout dans le pays. Le programme SDV entre maintenant dans sa troisième phase et les stratégies de développement des villes ont été intégrées dans le processus national de planification. Ceci viendra compléter les ambitieux plans d'harmonisation de la planification locale, de programmation des investissements, de gestion de l'administration, du budget et de gestion des dépenses du gouvernement.

En **Afrique du Sud**, la version 2006 de l'excellent rapport sur l'état des villes, établi par le Réseau des villes sud-africaines (SACN), souligne les évolutions des performances urbaines et les dynamiques à l'œuvre pour façonner les 21 plus grandes villes du pays. Le rapport examine l'impact sur la croissance économique des stratégies de développement urbain et dans quelle mesure les villes ont pu offrir des services, facilités et opportunités à l'ensemble de leurs habitants. Il dresse un bilan positif du potentiel de croissance des villes d'Afrique du Sud et offre un large éventail de données et d'analyses aux responsables politiques.

### Impacts à l'échelle des villes

**Alexandrie (Égypte)** a engagé en 2004 une stratégie de développement de la ville avec l'active participation du secteur privé, d'organisations de la société civile, d'universitaires et de personnalités importantes de la ville, ainsi que des partenaires bailleurs de fonds. À la suite du SDV, l'État égyptien et ses partenaires donateurs – dont les CIDA, GEF, GTZ, IFC, UNICEF, USAID et la Banque mondiale – ont réalisé des investissements significatifs pour améliorer la qualité de la vie, remédier à la dégradation de l'environnement, rénover des quartiers «squattés» et améliorer le climat des affaires. Le SDV d'Alexandrie représente aujourd'hui un modèle de fonctionnement des réformes locales favorisant l'investissement, le développement de l'économie locale et l'amélioration de la fourniture des services et de la gestion des actifs.

**Mumbai (Inde).** Mumbai, forte de ses quelques 18 millions d'habitants, est la capitale commerciale de l'Inde. Un groupe d'habitants de la ville, au début des années 2000, préoccupé par l'état de croissance négative, les infrastructures vieillissantes et la chute rapide de la qualité de vie locale, a commandé une étude chargée de proposer de nouvelles perspectives pour la région métropolitaine Greater Mumbai. Il en est résulté le projet «Vision Mumbai» qui a suscité une très forte mobilisation dans la ville. Son objectif est de faire de Mumbai une ville de stature internationale, reposant sur une économie dynamique et offrant à ses habitants un niveau de qualité de vie généralement acceptable. C'est un vaste chantier dont la vision stratégique s'appuie sur plusieurs piliers : la croissance économique, le logement, les infrastructures physiques, les infrastructures sociales et les finances. Cities Alliance, en association avec USAID et la Banque mondiale, apporte son appui à la Mumbai Transformation Support Unit, unité dédiée à la politique de développement de la ville gérée par All India Institute of Local Self-Government.

**Maradi et Dosso (Niger).** Comme beaucoup de pays d'Afrique, le Niger se trouve confronté aux difficultés liées à un taux d'urbanisation particulièrement élevé, plus de 6% par an. Deux membres de l'Alliance, la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD) ont soutenu l'élaboration des Stratégies de Développement des Villes (SDV) de **Dosso et Maradi**, deux villes secondaires qui sont membres de l'Association Nationale des Villes du Niger. Ce pays, encore sous-développé, dépend largement de l'aide étrangère. Les parties prenantes des villes de Dosso et Maradi ont pu, avec l'aide de Cities Alliance, identifier les problèmes clés et leur apporter des solutions, en tenant compte notamment du besoin d'établir des transferts stables inter administrations, de coordonner la planification locale, de simplifier les méthodes de planification et d'améliorer la gestion budgétaire.

### Pour plus d'informations sur Cities Alliance

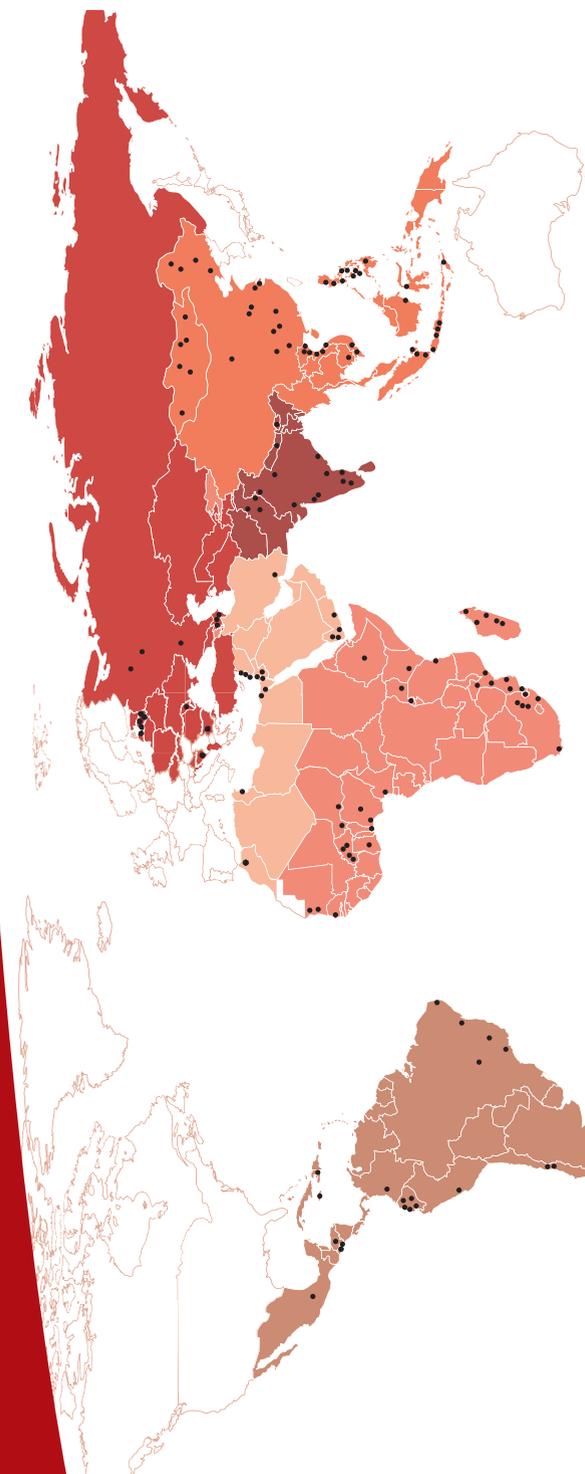
#### The Cities Alliance Secretariat

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433 U.S.A.

Téléphone: (+1 202) 473-9233 Fax: (+1 202) 522-3224

Email: info@citiesalliance.org Internet: www.citiesalliance.org

Villes Partenaires de l'Alliance



# Cities Alliance

Cities Without Slums

